



**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle  
POLYGONE Bâtiment A  
5 rue Hinzelin – CS 50551  
57009 METZ CEDEX

Metz, le 7 janvier 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées** Visite d'inspection du 28 octobre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **KATOEN NATIE LOGIFARE FRANCE SA**

Mégazone Moselle Est  
Parc d'Activité Communautaire n°1  
95 rue des chardons  
57455 Seingbouse

Références : SEINGBOUSE\_LOGIFARE\_2025-01-07\_RAPVI\_JPBM\_00891  
Code AIOT : 0006201166

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 octobre 2024 dans l'établissement KATOEN NATIE LOGIFARE FRANCE SA implanté Mégazone Moselle Est, Parc d'Activité Communautaire n°1, 95 rue des chardons 57455 Seingbouse. L'inspection a été annoncée le 14/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'est déroulée dans le cadre de l'action nationale 2.2.1. "Rétention et confinement des eaux d'extinctions".

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KATOEN NATIE LOGIFARE FRANCE SA
- Mégazone Moselle Est Parc d'Activité Communautaire n°1 95 rue des chardons 57455 Seingbouse
- Code AIOT : 0006201166
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Katoen Natie Logifare France SA a été initialement autorisée à exploiter une plate-forme logistique d'entreposage et une station de lavage intérieur de citernes routières par arrêté préfectoral n°97 AG/2-234 du 18 novembre 1997 modifié.

Le site se compose notamment de 3 entrepôts pour un volume total de stockage 348 450 m<sup>3</sup>, et de 56 silos de stockage de matières plastiques pour un volume total de 22 000 m<sup>3</sup>. Chaque entrepôt a une longueur d'environ 170 mètres et une largeur d'environ 60 mètres.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Rétention
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

**2) Constats****2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V (partiel)	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I	Sans objet
2	Disponibilité et étanchéité des rétentions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel)	Sans objet
3	Produits incompatibles – rétentions non déportées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel)	Sans objet
4	Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V (partiel)	Sans objet
6	Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis (partiel)	Sans objet
7	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 (partiel)	Sans objet
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 (partiel)	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rapport établi consécutivement à cette visite laisse apparaître une non-conformité : l'absence d'un plan du réseau des tuyauteries contenant des matières dangereuses.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Dimensionnement des rétentions
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ;</li> <li>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ;</li> <li>- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées constate que les produits chimiques sont essentiellement situés à la station de lavage. D'autres produits, en moindre quantité, sont entreposés dans l'atelier.</p> <p>À la station de lavage, l'exploitant dispose d'acides (fluorique, phosphorique et sulfurique) et de lessive à base de soude.</p> <p>Dans cette station de lavage, les bidons sont tous positionnés sur une rétention et lorsque plusieurs bidons partagent la même rétention, il s'agit du même produit. Par ailleurs, l'inspection a également constaté que les rétentions sont d'une contenance appropriée.</p> <p>Concernant les produits de l'atelier, l'inspection des installations classées constate que les produits sont disposés sur une rétention d'une contenance appropriée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Disponibilité et étanchéité des rétentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Disponibilité et étanchéité des rétentions</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. [...] Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage que les rétentions (bacs dépourvus de dispositif d'obturation) sont vides, non encombrées par divers objets ou liquides, de capacité adaptée, et dans un état correct, non fissurée et non trouée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Produits incompatibles – rétentions non déportées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Produits incompatibles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une</p>

même rétention. [...]
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté que chaque rétention contenait 1 ou 2 contenants. Lorsque plusieurs contenants sont placés sur la même rétention, l'inspection a constaté par sondage qu'il s'agit du même produit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Tuyauteries de matières dangereuses - caractéristiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]  B.-Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. [...]  <b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté que la station de lavage est l'unique installation du site comportant des tuyauteries entre les réserves de produits chimiques et l'emplacement de lavage des poids-lourds. Ces tuyaux courent sur quelques mètres. Lors de la visite, l'inspection n'observe pas de dégradation de la tuyauterie (aucune fuite, corrosion, déformation du tuyau ou autre dégradation). L'exploitant indique une maintenance manuelle hebdomadaire, d'une durée de 6 à 8 heures.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Tuyauteries de matières dangereuses - suite caractéristiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-V (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Tuyauteries de matières dangereuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont accessibles [...]. D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées, etc.). Leur parcours est aussi réduit que possible. E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite, l'inspection a constaté la configuration suivante de l'installation de lavage : le lavage se fait dans un hangar, les réserves de produits de lavage sont stockées dans des locaux fermés, la tuyauterie relie les réserves de produits et l'emplacement de lavage des poids-lourds en traversant un mur. Par ailleurs, les tuyaux sont situés suffisamment au-dessus du passage des poids-lourds afin de ne pas être endommagés par ceux-ci. L'exploitant indique que les produits

<p>sont suffisamment dilués et qu'ils perdent en conséquence leur caractère dangereux.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses à l'inspection au jour de la visite.</p> <p>Aussi, l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir un plan des tuyauteries contenant des matières dangereuses sous un délai de 30 jours.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 30 jours

**N° 6 : Bassin de confinement des eaux incendie - modalités d'actions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26 bis (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Bassin de confinement des eaux incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><u>Bassin de confinement des eaux incendie.</u></p> <p>Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.</p> <p>Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;</li> <li>[...]</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant explique que la rétention des eaux d'extinction incendie est effectuée à l'extérieur des trois magasins. Le site est en pente, avec deux zones de rétention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au niveau des quais de déchargement sur le côté nord du magasin 1. Les poids-lourds reculent dans une fosse qui constitue une capacité de rétention de 690 m<sup>3</sup> ;</li> <li>• pour l'ensemble des installations, sur la partie sud de la zone extérieure enrobée. Il s'agit d'un revêtement étanche entourée d'une bordure bétonnée. Le point le plus bas est situé à la pointe sud-ouest de la zone enrobée. Cette zone permet de retenir 861,85 m<sup>3</sup>.</li> </ul> <p>Les eaux d'extinctions incendie sont collectées de façon gravitaire, l'inspection ne relève pas de dispositif de relevage autonome. Des vannes permettent d'éviter le déversement dans le réseau d'eau usée. Les vannes sont vérifiées deux fois par an. L'inspection a ainsi pu constater sur le registre de l'exploitant que les vannes ont été contrôlées le 26 avril 2024 et le 14 octobre 2024. Par ailleurs, un essai de fonctionnement a été réalisé en présence de l'inspection, qui a constaté aucun dysfonctionnement.</p> <p>Enfin, l'exploitant indique une réserve supplémentaire de 400 m<sup>3</sup> via le réseau de tuyauterie en amont des vannes.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Etat des matières stockées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Etat des matières stockées

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant tient à jour un état des matières stockées,[...].</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. [...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant présente l'état des stocks à jour et les FDS des matières dangereuses. Lors de la visite le magasin 1 contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 2000 l de corrosif (soude) ;</li> <li>• 4000 l de GPL (le gaz alimente la chaudière).</li> </ul> <p>Dans la station de lavage, sont entreposés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4000 l d'acide (1000 l dans le garage, 1000 l dans le local technique, 2000 l sur la piste de lavage) ;</li> <li>• 1000 l de corrosif (soude) dans le garage ;</li> <li>• 3000 l de produit alcalin (1000 l dans le local technique, 2000 l sur la piste de lavage).</li> </ul> <p>Cette quantité correspond aux besoins de lavage de 30 à 50 poids-lourds par jour.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 (partiel)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Consignes de sécurité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : [...] - les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses ; - les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant explique que chaque magasin dispose d'un kit de déversement (boudin et papier absorbant) afin de palier à tout déversement accidentel. Ce kit est accompagné par une fiche indiquant les démarches à suivre le cas échéant. Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de cet équipement. Par ailleurs, 12 personnes du site composent l'équipe de première intervention. Ce personnel est formé à la manipulation des extincteurs. Enfin, l'inspection a observé la présence d'un poste de sécurité installé dans chaque magasin. Y sont consultables les consignes de sécurité. L'inspection y a relevé par sondage la liste du personnel formé, les numéros de téléphone utiles (SDIS...), les plans d'évacuation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>